

BLOC CONTINENTAL

L'alliance Inde-Iran



Face aux menaces d'agression états-uniennes et israéliennes, Téhéran construit un ensemble cohérent d'alliances diplomatiques, économiques et militaires. Après avoir conclu de vastes accords commerciaux avec la Chine et s'être fait livrer des missiles de croisière par la Fédération de Russie, il vient de signer un traité avec l'Inde. Habilement, l'Iran a mis au point un système de coopération simultanée avec l'Inde et le Pakistan, entraînant ces deux États dans une dépendance réciproque qui les protège mutuellement de la guerre.

page 2

« Il n'y a pas de preuves mais... »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Suite à la mort de Rafic Hariri, on assiste dans la presse conformiste à une condamnation quasi-unanime de la Syrie. Des preuves tangibles permettant de désigner ce pays ? Il n'y en a pour l'instant absolument aucune, pas plus qu'un début d'enquête permettant de l'affirmer. Cela n'empêche pas la Syrie d'être désignée comme coupable. Comme d'habitude, la répétition fait office de preuves.

page 7

REPÈRE : 15 FÉVRIER 1898

Une guerre pour faire grimper les tirages

Depuis 1890, une rébellion se développe à Cuba, l'une des dernières colonies de l'Espagne. La presse états-unienne prend fait et cause pour les rebelles, mais son lectorat ne s'y intéresse pas. Les journalistes non plus d'ailleurs. Début 1898, le dessinateur-reporter du *New York Journal*, Frederick Remington, écrit de La Havane à son patron, le magnat de la presse William Randolph Hearst : « *Il n'y a pas de guerre ici. Je demande à être rappelé à New York* ». À quoi Hearst répond par le câble célèbre : « *Remain ! You furnish the pictures, I'll furnish the war* » (Bouge pas, tu fournis les images, je fournis la guerre). Le 15 février 1898, ses vœux sont comblés avec l'explosion inexplicable du croiseur Maine en rade de La Havane. Hearst monte aussitôt une violente campagne. Pendant plusieurs semaines, il réclame vengeance dans ses journaux en répétant : « *Remember the Maine ! To Hell with Spain* » (Souvenez-vous du Maine ! Au diable l'Espagne !). Ses concurrents ne sont pas en reste. Pour Hearst, le calcul s'avère payant. Le tirage du *New York Journal* explose et franchit régulièrement le million d'exemplaires ! La guerre contre l'Espagne survient peu après, gagnée à peu de frais par les États-Unis qui récupèrent du même coup Cuba, une partie des Caraïbes, les Philippines, Guam et des bases militaires dans le Pacifique. ■



JOHN NEGROPONTE BIENTÔT PRÈS DE CHEZ VOUS

Le président George W. Bush a achevé la composition de sa nouvelle administration en nommant John Negroponte au poste de Directeur central du renseignement. Cette nouvelle fonction, créée sur recommandation de la commission d'enquête parlementaire sur les échecs des services secrets le 11 septembre 2001, consiste à superviser l'ensemble des agences de renseignement, à les coordonner et à organiser le partage des informations sans remettre en cause le cloisonnement des structures. Le Directeur central disposera donc de pouvoirs d'exception et exceptionnellement étendus, sans équivalent dans l'Histoire des États-Unis. Homme de confiance de Donald Rumsfeld, il permettra à celui-ci d'étendre son autorité sur les services civils.

Coupable des pires exactions en Amérique latine, puis en Irak, John Negroponte aura pour mission de recourir à l'action secrète pour « étendre la liberté ». ■

Bloc continental

L'alliance Inde-Iran

Face aux menaces d'agression états-uniennes et israéliennes, Téhéran construit un ensemble cohérent d'alliances diplomatiques, économiques et militaires. Après avoir conclu de vastes accords commerciaux avec la Chine et s'être fait livrer des missiles de croisière par la Fédération de Russie, il vient de signer un traité avec l'Inde. Habilement, l'Iran a mis au point un système de coopération simultanée avec l'Inde et le Pakistan, entraînant ces deux États dans une dépendance réciproque qui les protège mutuellement de la guerre.



Le président indien Abdul Kalam (à gauche), avec le président iranien Mohammed Khatami (au centre), lors de sa visite à New Delhi en 2003

L'Iran est aujourd'hui le cœur de cible du bellicisme états-unien, qui vise l'ensemble du « croissant chiite », c'est-à-dire à la fois le Hezbollah libanais, la Syrie, des groupes de la résistance irakienne et l'Iran. Pour provoquer un casus belli, le président Bush accuse Téhéran de fabriquer une arme nucléaire pour annihiler Israël, ainsi qu'il l'a répété au cours de sa conférence de presse du 17 février 2005. Ces imputations ayant été démenties par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie, Washington se préoccupe d'éliminer son directeur, Mohamed ElBaradei et de le remplacer par un expert plus influençable.

Dernier développement d'une série de manœuvres médiatico-psychologiques, la « mystérieuse » explosion rapportée le 16 février 2004 dans la province de Bushehr, à une centaine de kilomètres du chantier de construction par les Russes d'une centrale nucléaire. Les explications confuses des autorités iraniennes, ainsi que l'écho médiatique provoqué par cet incident, suggèrent qu'il s'agissait là d'une mise en garde adressée à Téhéran. En effet, les États-

Unis et Israël ne peuvent ni mener une grande offensive militaire, en raison de la situation militaire critique en Irak et du surdéploiement des troupes, ni une opération-éclair contre les installations nucléaires iraniennes, du type de celle menée par Israël contre la centrale irakienne Osirak en juin 1981, car la présence d'ingénieurs russes sur les lieux et les probables dégâts collatéraux les en dissuadent. Contrairement aux ingénieurs français en Irak, qui avaient évacué les lieux afin de permettre à Tsahal de détruire la centrale et même disposé à cet effet une camionnette à l'emplacement des installations souterraines, les Russes ne semblent manifestement pas prêts à trahir leurs accords avec Téhéran pour l'intérêt d'Israël.

L'explosion, après le passage remarqué d'un appareil non loin des installations nucléaires, n'a pas fait de victimes et n'a donc pas provoqué de remous diplomatiques conséquents, mais constitue néanmoins un avertissement clair sur les intentions des puissances hostiles à Téhéran.

Outre cette marge de manœuvre limitée en termes militaires, les États-Unis et Israël sont confrontés à d'autres obstacles, cette fois dans leur tentative d'isoler l'Iran régionalement et de « ramollir » cette cible, de la même manière que le régime de sanctions de l'ONU avait affaibli l'Irak et rendu l'invasion terrestre possible. L'Iran vient en effet de se trouver avec l'Inde un partenaire stratégique de choix dans la région, et de surcroît ce partenariat implique la coopération du Pakistan, ennemi juré de l'Inde, ce qui mettrait les deux pays dans une situation de coopération / dissuasion économique qui rendrait un affrontement d'autant moins probable. Ces accords, qui portent notamment sur la livraison à l'Inde de gaz naturel par l'Iran, qui en possède près de la moitié des réserves mondiales, représente sans aucun doute une douloureuse épine dans le pied de Washington. Parallèlement à une attitude raisonnée de l'Europe et de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), une coopération amplifiée dans cette direction est même susceptible de freiner considérablement l'agenda impérial.

Des affinités culturelles et une convergence d'intérêts

L'Iran et l'Inde sont les deux principaux pays musulmans chiites dans le monde. Historiquement, leur affinités culturelles remontent encore plus loin avec des traces du culte de Mithra, à l'ère pré-chrétienne. En fait, les habitants de l'Irak moderne, du Sud de l'Iran, ainsi que ceux de l'Ouest et du Nord-Ouest de l'Inde venaient de la même région, ce qui a un jour conduit le pandit Nehru à déclarer : *« Peu de peuples ont été aussi étroitement liés par leurs origines et à travers l'histoire que ceux de l'Inde et de l'Iran. »* On trouve ainsi dans les collines du Baloutchistan un peuple, les Barhuis, qui bien que de culture iranienne parlent une langue dravidienne proche de celles parlées dans le Sud de l'Inde. Le nom Iran lui-même est d'origine sanskrite *airya* (noble), comme le mot *aryen*, et inversement le nom Inde a évolué en passant par le Perse ancien.

Sur le plan énergétique, l'Inde est confrontée à un problème majeur d'approvisionnement en raison de sa démographie galopante et de son développement économique rapide, en deuxième position après la Chine. Malgré ses importantes réserves en charbon, sa consommation de pétrole a doublé entre 1987 et 1999, alors que la production nationale restait à peu près

stable, ce qui a rendu le pays plus dépendant vis-à-vis de l'approvisionnement extérieur. Dotée d'un ministre du pétrole visionnaire et entreprenant en la personne de Mani Shankar Aiyar, l'Inde a d'ores et déjà approché la Russie, avec qui elle a signé d'importants accords, et la Chine dans une moindre mesure.

Mais c'est l'Iran, qui est à la recherche de partenaires à l'Est après avoir été classé dans l'« Axe du Mal » par l'administration Bush, qui pourrait devenir son principal associé. Une première étape cruciale fut franchie, le 26 janvier 2003, lorsque le président Mohammed Khatami prit place en tant qu'invité d'honneur à la parade de la fête nationale indienne, ce qui est réservé aux plus proches partenaires de New Delhi. Les deux pays signèrent à cette occasion la *Déclaration de New Delhi* les engageant à étendre leur partenariat économique, dans le domaine énergétique, mais aussi stratégique et militaire. Depuis lors, ce partenariat n'a cessé de se renforcer alors que, parallèlement, les relations de l'Inde avec Israël et les États-Unis s'amélioraient sensiblement ; ce qui tend à conférer un rôle de tampon à l'Inde dans le cadre de la crise du nucléaire iranien.

Sur le plan militaire, les relations indo-iraniennes restent limitées, mais croissantes. Les deux pays ont entrepris des exercices navals conjoints, en mars 2003, probablement motivés par le déploiement anglo-saxon dans le Golfe persique. L'Iran a par ailleurs sollicité l'Inde, qui est équipée de chasseurs MIG russes et a développé une expertise technique exceptionnelle dans ce domaine, pour assurer une partie de la maintenance de sa propre aviation [1].

En janvier dernier, un premier accord a été signé entre l'Iran et l'Inde pour la livraison de 7,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, sur une période s'étalant sur 25 ans, pour un coût d'environ 50 milliards d'euros [2].

Un projet dont (presque) tout le monde sortira gagnant

Le méga-projet de gazoduc partant du gisement de South Pars, en Iran, jusqu'en Inde, via le Pakistan, a aussitôt été évoqué comme possible base de cet accord. Estimé à environ trois milliards d'euros, celui-ci devait permettre de répondre à une partie de la demande indienne anticipée pour les décennies à venir, à condition de surmonter un obstacle majeur : il était resté à l'état de projet depuis de nombreuses années, notamment parce que New Delhi craignait que le Pakistan interrompe l'approvisionnement en cas de conflit entre les deux pays et assèche ainsi l'économie indienne. Une solution avait bien été imaginée, qui consistait à immerger un gazoduc le long des côtes pakistanaïses, mais son coût était prohibitif. Certes, le Pakistan a assuré qu'il ne s'opposerait pas au projet, mais seule une dépendance économique mutuelle assurée par une contrepartie côté pakistanaïse, à un niveau stratégique égal, pouvait écarter définitivement ce risque et permettre à l'Inde de se procurer du gaz naturel à prix modique. C'est exactement le rôle que peut jouer le projet du barrage de Baglihar au Cachemire, accompagné de plusieurs petits projets hydroélectriques dans la région de Chenab. Il sera bientôt achevé et permettra à l'Inde d'assécher une région agricole vitale pour le Pakistan, dans l'éventualité que celui-ci coupe l'approvisionnement en gaz de l'Inde, ou à l'inverse de détruire les défenses pakistanaïses de la province de Silakote en vidant son réservoir [3].

Dans une telle situation d'équilibre des menaces, non seulement les risques de

conflit entre l'Inde et le Pakistan diminueront, ainsi que l'escalade militaire et les risques de prolifération, mais la région du Cachemire profitera également des retombées économiques d'un projet initié à New Delhi, ce qui atténuera les velléités d'indépendance de cette province à majorité musulmane, qui sont au centre des tensions indo-pakistanaises.

Les gouvernements indien et iranien ont franchi aujourd'hui, le 17 février 2005, une nouvelle étape dans cette direction par la signature finale de l'accord sur le gazoduc [4]. La Compagnie nationale d'exportation de gaz iranienne a en effet accepté le tracé du gazoduc, et New Delhi devra simplement fournir une étude de faisabilité, puis conclure un accord tarifaire lors de la visite de son ministre du pétrole Aiyar à Téhéran en juin prochain, pour que la construction démarre.



Le Général Pervez Musharraf

Quelle va être la réaction de Washington à cette initiative qui contrecarre ses efforts visant à isoler l'Iran de la région ? Les néo-conservateurs sont pris entre deux feux. Depuis le 11 septembre 2001, ils cajolent le régime du général Musharraf, au Pakistan, afin que celui-ci l'accompagne dans la « guerre au terrorisme », à coups de milliards d'aide

économique et de livraisons de F-16 à capacité nucléaire, ce qui a obligé l'Inde à réviser toute sa politique de défense. Le général Musharraf a jusqu'à présent été bon élève ; il a protégé Ben Laden, Hamid Kharzaï et le trafic de l'héroïne afghane. Bush va-t-il l'inciter à revenir sur l'accord de principe concernant le gazoduc et à renoncer ainsi aux importantes royalties de transit, de même qu'à un potentiel instrument de pressions sur l'Inde ? On sait, depuis les récentes révélations de Seymour Hersh qui n'ont pas été infirmées par Washington, qu'en ce qui concerne le nucléaire iranien, Washington a dû consentir un compromis douloureux en renonçant à faire interroger A. Q. Khan, « père » de la bombe atomique pakistanaise, pour qu'en contrepartie le Pakistan l'épaule dans les opérations d'espionnage et de déstabilisation menées contre l'Iran à partir de l'Afghanistan. En effet, A. Q. Khan avait admis avoir transmis des documents essentiels au programme nucléaire iranien, mais la CIA n'est guère en mesure de mener des opérations à partir de l'Irak qui est en grande partie contrôlé par la Résistance, ce qui ne laissait guère d'alternative.

L'Inde, qui cherche surtout l'apaisement avec le Pakistan pour lui permettre de s'approvisionner en gaz, est d'autant plus inquiète après les déclarations de Condoleezza Rice devant les sénateurs en janvier dernier. La secrétaire d'État leur a expliqué que les États-Unis avaient pris le contrôle de l'arsenal nucléaire pakistanais pour éviter que les fondamentalistes ne s'en emparent s'ils parvenaient à renverser Musharraf, qui a déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat ces derniers mois [5]. New Delhi craint donc que Washington mise encore davantage sur le Pakistan pour atteindre ses objectifs dans la région, qui incluent la réquisition du gaz iranien pour ses propres besoins pressants, et ruine l'alliance naturelle de l'Inde avec l'Iran.

Arthur Lepic

[1] Voir le rapport du CSIS *Iran and India extend their friendship*, 1er janvier 2005.

[2] « *India finds a \$40bn friend in Iran* », par M K Bhadrakumar, *India Monitor*, 14 janvier 2005.

[3] « *Indus water Treaty and gas pipeline from Iran to India* », par Hari Sud, *South Asia Analysis Group*, 7 février 2005.

[4] « *Iran to deliver pipeline gas at indian border* », Xinhuanet, 17 février 2005.

[5] « *India's US-Pakistan suspicions deepen* », par Sultan Shahin, *Asia Times Online*, 27 janvier 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

« Il n'y a pas de preuves mais... »

Analyse

En janvier 2004, nous affirmions dans nos colonnes que **les États-Unis projetaient d'attaquer la Syrie en juin 2004**. L'actualité internationale à cette époque là les empêcha d'agir, avant que la campagne électorale états-unienne ne repousse toute possibilité d'action. Aujourd'hui que l'administration Bush II est mise en place, elle peut à nouveau envisager ce projet. Dans son discours, ce 17 février 2005, le président George W. Bush s'est montré très menaçant contre Damas et a exigé que la Syrie retire ses troupes du Liban.

Bien que cette demande ne soit pas officiellement liée à l'événement, cette déclaration intervient après l'assassinat de Rafic Hariri et ses obsèques très médiatisées au cours desquelles une grande manifestation contre la présence syrienne a eu lieu. Les manifestants accusaient Damas d'être responsable de la mort de l'ancien Premier ministre libanais et la presse conformiste a vu dans la masse des manifestants le signe que la population libanaise souhaitait massivement un départ des troupes syriennes. Cependant, cette analyse perd de vue les réalités libanaises. Le Liban est un pays où coexistent dix-sept communautés différentes. La mobilisation des groupes chrétiens et des partisans de Rafic Hariri encadrés par les phalangistes lors des funérailles ne signifie donc pas que les autres communautés sont opposés à la présence syrienne. Jacques Chirac s'est bien rendu au Liban le jour des obsèques mais rappelons qu'il n'a pas participé aux funérailles et que cette visite doit moins être interprétée comme un soutien aux activistes anti-syriens qu'une visite à la famille d'un homme qui l'a beaucoup aidé lors de la campagne présidentielle de 1995 et qui était présenté au Liban, à tort ou à raison, comme le gardien du « trésor de guerre » du président français.

Malgré tout, la presse conformiste présente aujourd'hui une France associée

aux États-Unis contre la Syrie, une population libanaise massivement mobilisée contre Damas et une Syrie présumée coupable de l'attentat contre Hariri.

Quand nous avons conçu la rubrique « Tribunes libres internationales », nous avons fait le choix de nous intéresser avant tout aux opinions exprimées par les dirigeants politiques ou les responsables d'organisations. Il est rare que nous traitions des textes d'éditorialistes si ces derniers ne cumulent pas leurs fonctions avec d'autres, ou s'ils n'incarnent pas la voix d'un courant de pensée spécifique (Robert Kagan, Daniel Pipes, Franck Gaffney...). Dans le cas des commentaires autour de l'assassinat de Rafic Hariri, il nous a pourtant semblé important de mettre en avant le travail des éditorialistes récurrents des quotidiens à grand tirage. En effet, on assiste dans leurs écrits de ces derniers jours à une préparation de l'opinion publique internationale à l'acceptation de la culpabilité syrienne. Des preuves de la culpabilité syrienne ? Il n'y en a pas et les éditorialistes n'en donnent pas. Une enquête a-t-elle commencé permettant d'affirmer la culpabilité syrienne ? Non, pas plus, mais cela n'empêche pas la Syrie d'être désignée comme coupable. C'est la répétition qui fait office de preuves. Ce travail de préparation servira très probablement de base aux futures déclarations de responsables politiques autour de ce crime. Il ne sera en conséquence pas nécessaire de produire de preuves puisqu'il y aura consensus sur la culpabilité syrienne.

L'éditorialiste de *The Age*, Tony Parkison n'accuse pas formellement la Syrie et admet qu'il n'existe aucune preuve de l'implication syrienne dans ce crime. Cependant, il ne voit aucun autre suspect et met en avant la présence de groupes terroristes en Syrie. Il estime que la Syrie va désormais être totalement isolée de la communauté internationale.

L'éditorialiste du *New York Times* et ancien conseiller de Madeleine Albright, Thomas L. Friedman, ne doute pas de la culpabilité syrienne même s'il concède qu'elle sera dure à prouver. Se présentant comme le porte-parole du défunt Rafic Hariri, dont il prétend avoir été l'ami, il affirme que la Syrie, acculée, est en train de se comporter comme elle l'avait fait à Hafa sous le règne d'Hafez Al Assad, niant au passage que le régime ait pu évoluer avec l'arrivée au pouvoir de Bachar Al Assad. Il appelle les Libanais à se mobiliser contre les Syriens, comme sont censés, selon lui, l'avoir fait les Irakiens lors des dernières élections.

L'éditorialiste du cabinet de relations publiques Benador Associates, du *New York Post* et de *Gulf News*, Amir Taheri voit pour sa part quatre suspects possibles : le Hezbollah, la mafia, l'Iran ou la Syrie, avec une très nette préférence pour cette dernière. Il estime que les accusations contre les États-Unis, Israël ou la France sont ridicules (sans se donner la peine d'expliquer pourquoi) et que la Syrie a forcément eu connaissance de l'opération compte tenu de la présence de ses services de renseignement au Liban. Notons que cet argument, souvent entendu ces derniers jours, ne vaut que pour la Syrie mais pas pour l'Espagne lors des attentats du 11 mars 2004 ou les États-Unis pour les attentats du 11 septembre 2001. Il faut croire que la Syrie est réputée avoir les services secrets les plus efficaces du monde.

Dans son éditorial du *Figaro*, Alexandre Adler ne s'interroge même pas sur l'identité de l'assassin : les Syriens sont coupables, cela ne fait aucun doute. Et pour mieux évacuer la question de la culpabilité, il place le débat sur un autre niveau : la vraie question n'est pas « qui ? » mais « pourquoi ? ». Étrange raisonnement qui désigne l'assassin avant de rechercher le mobile. L'auteur

estime que ce crime est imputable à l'aile dure du régime de Bachar Al Assad, avec pour objectif de provoquer une crise pour se renforcer aux détriments des réformateurs et en se rapprochant des radicaux sunnites. Alexandre Adler accuse par ailleurs ce courant de soutenir Zarkaoui en Irak et Al Qaïda. Il pronostique que cette action de l'aile dure va entraîner un clash entre la Syrie et l'Iran ; l'aile dure syrienne ne pouvant que s'inquiéter, vues ses alliances islamistes sunnites, d'un Irak chiite que l'Iran soutient. Cette tribune a été publiée le jour même où le président Khatami apportait son soutien à la Syrie. Dans son éditorial du *Daily Star* de Beyrouth, Rami G. Khouri va pour sa part beaucoup moins loin que ses confrères et ne se prononce pas sur la responsabilité des uns et des autres. Il remarque simplement que les réactions placent la relation entre la Syrie et le Liban au centre de la polémique et que quelle que soit la vérité (il ne semble pas croire que toute la lumière sera un jour faite sur cette affaire) les efforts de l'opposition libanaise pour que la Syrie quitte le pays vont s'intensifier. Le reste de sa rédaction avait cependant une approche beaucoup plus dure et affirmait : « *Hier Beyrouth ressemblait à Kiev et la tombe de Hariri, au cœur de Beyrouth, aux tentes de la liberté qui ont fait tomber le régime ukrainien inféodé à la Russie par le biais d'élections générales* ». Étrange analogie ou aveux concernant les organisateurs de la manifestation ?

Le coupable est désigné, l'enquête est donc inutile. Rappelons que, en vertu du *Syria Accountability Act* adopté par le Congrès en 2003, la Syrie peut être attaquée par les États-Unis à tout moment sans que le président Bush ait à solliciter l'autorisation des parlementaires. Damas s'est déjà préparé à une telle éventualité en achetant du matériel militaire russe ; la Fédération de Russie étant devenu le recours militaire de toutes les cibles potentielle de l'expansionnisme états-unien au Proche-Orient.

Cette situation donne une place particulière à Moscou et renforce ceux qui à Washington veulent en découdre.

Ainsi, dans le *Washington Post*, Richard Holbrooke dénonce l'ambition impériale russe sur les anciennes républiques soviétiques et demande l'annulation de toutes les discussions entre l'OTAN et la Russie... tout en affirmant vouloir intégrer la Russie et non l'isoler. De son côté, dans une interview au journal autrichien *Die Presse*, George Soros profite d'une présentation générale de son action philanthropique pour fustiger l'inaction des Européens contre la Russie et exiger que cette dernière ne participe plus aux réunions du G8.

Dans l'*International Herald Tribune*, le porte-parole d'Aslan Maskhadov, Ahmed Zakaev relance auprès de l'opinion occidentale l'offre de cessez-le-feu du dirigeant séparatiste tchétchène et menace à mots couverts de nouvelles actions des « extrémistes » si la Russie n'obtempère pas.

On trouve un tout autre discours chez l'ancien conseiller de Michel Debré, Constantin Melnik, dans *Trud*. L'auteur est un ancien membre du réseau **Stay Behind** mais fait partie de ceux qui dans les années 90, après la chute de l'URSS, se sont détournés des États-Unis par nationalisme. Soucieux d'associer la France et la Russie contre l'entreprise « néo-bonapartiste » états-unienne, il compare la politique de Poutine à celle de De Gaulle et vante implicitement les relations entre Moscou et Paris.

Réseau Voltaire

Tony Parkinson



Journaliste australien, Tony Parkinson est analyste de *The Age* sur les questions internationales.

« Le meurtre qui pourrait mettre la Syrie sur la sellette »

Source : The Age

Référence : « The murder that could put Syria on notice », par Tony Parkinson, *The Age*, 16 février 2005.

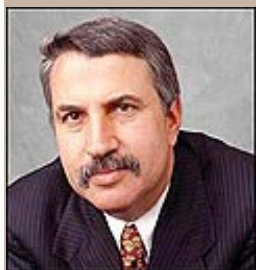
Après quinze ans de direction de son petit voisin par le biais d'intermédiaires, la Syrie n'est plus la bienvenue au Liban et un consensus contre elle se dégage dans toutes les factions politiques. Il y a peu de chances cependant que la Syrie rentre chez elle calmement et l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri met en lumière la lutte désespérée qui a lieu pour l'avenir du Liban.

Hariri n'était que la dernière et la plus célèbre des voix s'élevant désormais contre la présence des troupes syriennes. Sa mort juste après cette prise de position n'est-elle pas une coïncidence. Il n'y a pas encore de preuves nettes sur l'identité et les motivations des assassins d'Hariri. Cependant, le fait que les partisans de l'ancien Premier ministre aient attaqué le bureau du Ba'as à Beyrouth avec des slogans anti-syriens après l'annonce de sa mort est emblématique. Compte tenu de la présence de camps terroristes en Syrie, il n'est pas étonnant que les nationalistes libanais pointent l'influence des services de renseignements militaires syriens dans ce meurtre.

La Syrie a profité de la guerre au Liban pour s'y installer avec la complicité de la communauté internationale et cette occupation a donné une position stratégique à Damas contre Israël. Toutefois, depuis le retrait du Sud Liban par Israël sous **Ehud Barak**, la présence syrienne ne s'impose plus et l'image de cette occupation a changé. Au Liban, la coalition contre la présence syrienne n'a cessé de s'élargir.

La Syrie a même réussi à unir la France et les États-Unis contre elle à l'ONU. L'assassinat d'Hariri ne va faire que renforcer le consensus contre elle. On peut s'attendre à ce que la France et les États-Unis fassent davantage pression pour un départ des troupes syriennes. La Syrie devrait calculer attentivement le prix de son politique.

Thomas L. Friedman



Ancien conseiller de Madeleine Albright, Thomas L. Friedman est éditorialiste au *New-York Times*, spécialisé dans les affaires internationales. Il a reçu le prix Sulitzer 2002. Connu pour son soutien à une politique militaire états-unienne agressive, il avait estimé que la France était désormais l'ennemi des États-Unis après l'invasion de l'Irak par la Coalition anglo-états-unienne.

« Les règles de Hama »

Source : New York Times

Référence : « 'Hama Rules' », par Thomas L. Friedman, *New York Times*, 17 février 2005.

Il y a deux semaines, un ami de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, que je connais depuis les années 70, est venu me voir de sa part pour me passer un message : l'opposition libanaise s'était unie, inspirée qu'elle était par l'exemple du vote irakien et les excès de l'occupation syrienne. M. Hariri et ses amis pariaient sur une victoire aux législatives pour envoyer un message clair aux Syriens. Il n'y a plus d'excuses pour justifier l'occupation syrienne hormis l'impérialisme de Damas et une volonté de siphonner les ressources libanaises. L'envoyé de M. Hariri me disait que si les États-Unis et les médias voulaient vraiment défendre la démocratie, il faudrait qu'ils défendent la plus vieille démocratie arabe de l'emprise syrienne.

Je regrette que tu ne puisses pas lire cette tribune, Rafic.

Il sera difficile de prouver qui a tué M. Hariri mais le gang qui dirige la Syrie a les moyens et le mobile pour assassiner l'homme d'État qui avait soutenu la résolution 1559 avant de démissionner. Comme toujours quand elle est dos au mur, la Syrie s'inspire de ce qu'elle a fait dans **la ville de Hama en 1982**. C'est un message de la Syrie aux États-Unis, à la France et à l'opposition libanaise : « Si vous voulez jouer ici, vous devrez être prêts à jouer avec les règles de Hama : il n'y a pas de règles dans ce jeu, nous sommes capables de tout, nous avons même rasé une de nos villes ».

En réponse, les Libanais doivent unir toutes leurs communautés et, comme en Irak, exprimer leur volonté démocratique. Comme Hariri, les Libanais doivent avoir le courage de regarder les fascistes en face. Comme à Bagdad, les Libanais doivent montrer aux Syriens un doigt violet.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert

« Un meurtre bien peu mystérieux »

Source : Gulf News

, New York Post

Référence : « A Murder of Little Mystery », par Amir Taheri, *New York Post*, 16 février 2005.

« Suspects are many, but who is the real culprit ? », *Gulf News*, 17 février 2005.

Qui a tué Rafic Hariri et pourquoi ? Cette question va hanter la politique libanaise et moyen-orientale pour la période à venir tant Hariri était une figure de la vie politique régionale. Les hypothèses de théoriciens de la conspiration voyant la main de Tel-Aviv, Washington et Paris sont vite apparues comme

du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajzman.

ridicules, tout comme la revendication d'un groupe inconnu. Alors voyons à qui profite le crime.

Au Liban, il y a le Hezbollah car Hariri s'opposait aux attaques contre Israël. Il y a également la mafia syriano-libanaise qui ne souhaite pas une stabilisation du pays. Hors du Liban, il y a l'Iran qui craignait qu'Hariri ne s'attaque au Hezbollah et ne fasse une paix séparée avec Israël. La Syrie, de son côté, n'a jamais aimé Hariri, considéré comme proche des Saoudiens, des États-Unis et des Français et qui avait des projets ambitieux pour un Liban souverain. Ce que Damas n'a jamais accepté, qui continue de traiter le Liban comme un protectorat où les élites syriennes font des affaires. Hariri voulait changer tout cela et en août dernier, il était allé à Damas pour demander aux Syriens de retirer leurs troupes. Pour que ce retrait ait lieu, il était prêt à promettre à la Syrie une position privilégiée au Liban et la conservation de leurs douteuses possessions économiques. Mais Damas ne veut pas d'alliés ou d'amis au Liban, elle veut des laquais. C'est pourquoi le régime d'Hafez al Assad a fait prolonger le mandat d'Émile Lahoud et a poussé Hariri à la démission. Celui-ci a tout de même continué le combat et il a encouragé la résolution 1559. Ce qui fut considéré comme une déclaration de guerre par Damas. La Syrie a alors fait organiser une réforme électorale pour s'assurer une majorité au parlement. Hariri était l'ennemi de la Syrie et personne n'a les moyens d'apporter autant d'explosifs à Beyrouth sans que les services de renseignements syriens ne l'apprennent. Aujourd'hui, certains Syriens estiment que les responsables sont des éléments incontrôlés des services de renseignements syriens et que Bachar Al Assad n'était pas au courant. Toutefois, s'il n'est pas capable de contrôler ses services, il a encore moins de justification pour occuper le Liban.

Alexandre Adler



Ancien collaborateur du *Monde*, de *Libération*, du *Point* et de *L'Express* et ancien directeur éditorial de *Courrier international*, Alexandre Adler est chroniqueur au *Figaro* et à *Proche-Orient.Info*. Connus pour ses positions atlantistes et pro-Israéliennes, il avait qualifié de « traîtres juifs », des personnalités juives s'opposant à la politique d'Ariel Sharon. Il est l'auteur de *J'ai vu finir*

« Pourquoi a-t-on tué Rafic Hariri ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Pourquoi a-t-on tué Rafic Hariri ? », par Alexandre Adler, *Le Figaro*, 16 février 2005.

Dans l'URSS stalinienne, le meilleur moyen de comprendre les politiques mises en place était d'observer les grands procès et les accusations. Chez les Syriens, adeptes nostalgiques mais plus frustes encore des méthodes stalinienne, le procès aura été remplacé par le meurtre pur et simple. Les assassinats de Kamal Joublatt, Bachir Gemayel et Dany Chamoun avaient tous une signification politique. Que signifie celui de Rafic Hariri ?

La Syrie est en crise. Ce pays est l'expression parfaite d'une construction artificielle où 12% de la population, la secte syncrétiste des alaouites - mélange de chiisme hétérodoxe, de crypto-christianisme johannique et de rémanences zoroastriennes - contrôle à elle seule cent pour cent du pouvoir militaire et exerce un ascendant indiscuté sur le pouvoir politique. Ce système est devenu intenable après la chute de Saddam Hussein en Irak. Toutefois, Hafez Al Assad avait eu l'intelligence d'être moins brutal que son adversaire ; la Syrie pourra donc être préservée d'une explosion si les alaouites commencent à accorder de

le monde ancien.

plus en plus de place à la communauté majoritaire du pays, les sunnites. Tous les détenteurs du pouvoir syrien sont d'accord sur cet objectif, mais ils se divisent radicalement sur la suite.

Les uns sont tentés par une fuite en avant militaire et terroriste, où la population sunnite, attirée par l'islamisme radical, se retrouvera dans un front uni nationaliste et anti-américain avec le pouvoir. C'est ce groupe qui a jeté toute son énergie dans le soutien à l'insurrection irakienne, fournissant notamment à Zarkaoui et à une branche très pro-saoudienne d'Al Qaïda, le gîte et le couvert. L'autre tendance, représentée par une génération plus jeune, souhaitait au contraire prendre acte du changement intervenu, retrouver une forme de dialogue avec les États-Unis et même coopérer ponctuellement avec ceux-ci dans la traque d'Oussama ben Laden. C'est la tendance soutenue par Bachar Al Assad. Ces deux tendances se retrouvent par contre sur une grande question : le refus de l'indépendance libanaise.

Or, l'opposition à l'occupation syrienne s'enhardit au Liban. Les élections législatives libanaises prévues pour le printemps prochain signifieront, après les élections palestiniennes et irakiennes, l'expression d'un pouvoir populaire très largement acquis au retour à l'indépendance et reposant, au plus haut niveau, sur la réconciliation des deux grands adversaires de la guerre civile : les chrétiens groupés autour du cardinal Sfeir, et les Druzes de Walid Joumblatt. Le ralliement à ce groupe de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri achevait le processus d'encerclement de Damas. Mais pourquoi ce crime qui n'impressionnera pas l'opposition libanaise ? En précipitant la crise, l'aile dure du régime a choisi la voie de l'affrontement et de l'alignement sur le radicalisme sunnite. Nous en arrivons ainsi à la conclusion provisoire que le terrible meurtre de Rafic Hariri vise prioritairement Bachar Al Assad et le réduit modéré occidentaliste à Damas. Il annonce la grande rupture stratégique de vieux alliés de 20 ans, la Syrie et l'Iran, dont l'un ne peut se résigner au basculement chiïte de l'État irakien, et l'autre ne peut faire autrement que de le soutenir.

Rami G. Khouri



Journaliste états-unien d'origines jordano-palestiniennes, Rami G. Khouri est éditorialiste et écrit une tribune hebdomadaire pour le *Daily Star*.

« Les ramifications de l'assassinat d'Hariri »

Source : Daily Star

Référence : « The ramifications of Hariri's assassination », par Rami G. Khouri, *Daily Star*, 16 février 2005.

L'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri à Beyrouth va avoir un grand impact dans trois domaines : la politique intérieure libanaise, la relation syriano-libanaise et la relation entre la Syrie et les puissances extérieures. La rapidité avec laquelle l'opposition a accusé la Syrie et le gouvernement de cet assassinat montre que la relation entre la Syrie et le Liban sera l'axe autour duquel toute cette affaire doit être analysée. C'est ce que montrent également les réactions des gouvernements syriens, de l'opposition libanaise et du gouvernement états-unien.

Les événements de lundi ont libéré des forces politiques qui pourraient transformer le Liban et la Syrie. Le choc de l'assassinat pourrait mener à une accélération du retrait syrien du Liban et accélérer le mouvement de réformes à Damas et à Beyrouth. Le fait qu'en quelques heures cinq groupes différents aient été désignés comme de possibles coupables (Israël, la Syrie, les partisans du régime libanais, les gangs mafieux, les islamistes anti-états-uniens et anti-saoudiens) démontre que la violence est un moyen couramment employé dans la vie politique de la région.

Les forces d'opposition au Liban ont rapidement désigné la Syrie et le gouvernement libanais car ce meurtre intervient à un moment où l'opposition se rassemble contre la présence syrienne de façon bien plus forte qu'auparavant. Après ce crime, l'opposition libanaise va mener bataille contre les gouvernements libanais et syriens à un nouveau niveau aux conséquences imprévisibles. La Syrie a rapidement rejeté ces accusations et a dénoncé une action israélienne tandis que le **département d'État** pointait un lien entre l'assassinat d'Hariri et la présence syrienne au Liban.

L'enquête permettra de déterminer, ou non, qui a tué Hariri. Ce qui est sûr en revanche, c'est que quel que soit la vérité, cet attentat a accéléré les efforts des forces politiques libanaise qui demandent le départ des troupes syriennes.

Richard C. Holbrooke



Richard C. Holbrooke a été l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et ancien sous-secrétaire d'État aux affaires européennes et canadiennes sous l'administration Clinton. Il fut le principal architecte des accords de Dayton (1995) et l'envoyé spécial du président Bill Clinton à Chypre (1997-1999). Il est administrateur du Council on Foreign Relations et de la National Endowment for Democracy ; président de l'Asia Society et de la Global Business Coalition on HIV/AIDS, membre du Groupe de Bilderberg et de la Commission

« La fin d'une romance »

Source : Washington Post

Référence : « The End of the Romance », par Richard Holbrooke, *Washington Post*, 16 février 2005.

Valdas Adamkus a un problème. Le vieux président lituanien est invité à assister le 9 mai à Moscou à la célébration du 60ième anniversaire de la victoire de l'URSS sur Hitler. Seront présents **George W. Bush, Tony Blair, Gerhard Schröder, Jacques Chirac, Silvio Berlusconi** et les présidents des autres anciennes Républiques soviétiques, mais pour Adamkus, le 9 mai 1945 marque le jour où la Lituanie a troqué Hitler contre Staline et il ne veut pas célébrer cette journée. Toutefois, **Vladimir Poutine** étant bien décidé à recevoir l'hommage de toutes les anciennes composantes de l'URSS, il a menacé la Lituanie de sanctions économiques concernant son alimentation en gaz et en pétrole si le président ne venait pas.

Le problème des États-Unis dans cette affaire est que cet affrontement est l'expression d'un comportement de la Russie dans l'ex-zone soviétique. Je ne suis pas un nostalgique de la Guerre froide et je pense qu'il faut davantage intégrer la Russie que l'endiguer mais son comportement est inquiétant et l'Occident ne peut plus l'ignorer. La Russie veut conserver son emprise sur les ex-pays soviétique et garder ses troupes dans ces pays malgré ses anciennes promesses de retraits. Elle encourage également les mouvements séparatistes. Dans le même temps, Poutine développe une politique autoritaire en Russie et a fait de la Tchétchénie un refuge pour terroriste avec la guerre.

Le problème est que les États-Unis et l'Union européenne ont donné

trilatérale. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

l'impression que Poutine pouvait faire tout ce qu'il voulait. De plus, Poutine s'est opposé à nous sur l'Irak en coopération avec la France et l'Allemagne ; il se rapproche de la Turquie pour étendre son influence, s'associe à la Chine contre la présence des bases états-uniennes en Asie centrale et veut affaiblir l'OSCE. On ne peut pas rester sans réagir, surtout si Bush était sérieux dans son discours d'investiture. Poutine souhaite que le lendemain du 9 mai ait lieu un sommet Russie-OTAN mais dans ces conditions c'est inconcevable.

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« La Russie hors du G-8 »

Source : Die Presse

Référence : « Russland raus aus G-8 », par Georges Soros, *Die Presse*, 12 Février 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

Les Roms, ces neuf millions de personnes qui vivent dans des conditions abominables, sont la minorité la plus délaissée en Europe. Ils sont devenus une force négative dans la société et mes fondations en Europe de l'Est essayent d'attirer l'attention sur eux. En Hongrie par exemple, nous les aidons dans les domaines de la formation et de la culture. Je suis d'abord un homme avant d'être un homme d'affaires. Le problème des Roms existe aussi en Europe de l'Ouest : l'Espagne s'est montrée intéressée par nos programmes, l'Autriche également qui devrait s'occuper plus des Roms, toujours plus nombreux à arriver. Les restrictions britanniques à leur entrée ont été déclarées illégales et il faut donc s'attendre à une nouvelle vague.

Les relations problématiques entre la Serbie et le Monténégro, le problème du Kosovo et les difficultés en Bosnie-Herzégovine appellent aussi une initiative européenne. Le pouvoir a changé en Serbie, en Géorgie et en Ukraine grâce à ma Fondation. Cependant ces révolutions sont le fruit du travail des populations de ces pays. Désormais on a peur de moi car j'ai été chassé par Karimov en Ouzbékistan et par Loukachenko en Biélorussie. Ces régimes sont répressifs et ont peur de la révolution.

La Russie ne fonctionne plus comme une démocratie, il n'y a plus de mass-média indépendant, il n'y a pas d'opposition politique et la justice est aux ordres du pouvoir. Pour être membre du G8, il faut être une démocratie. La Russie n'est donc plus qualifiée pour y entrer. L'Europe est dépendante de la Russie pour ses livraisons d'énergie, ce qui explique qu'elle ne souhaite pas voir en face la réalité des changements politiques négatifs dans ce pays.

Ahmed Zakaev



Ancien vice-Premier ministre du gouvernement Tchétchène élu en 1997, Ahmed Zakaev est aujourd'hui le représentant d'Aslan Maskhadov. Le Royaume-Uni lui a garanti l'asile politique, en 2003, après qu'il eut été expulsé du Danemark.

« Arrêtez d'être conciliant avec Poutine en Tchétchénie »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Stop appeasing Putin in Chechnya », par Ahmed Zakaev, *International Herald Tribune*, 16 février 2005.

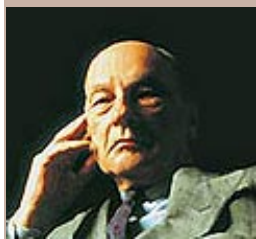
Quand **George W. Bush** et **Vladimir Poutine** vont se rencontrer ce mois ci à Bratislava, la guerre en Tchétchénie sera certainement abordée alors que le temps est compté au Caucase.

Il y a trois ans, le président Bush a donné à Poutine le feu vert pour sa politique de pacification en Tchétchénie qui consistait à prendre des mesures draconiennes contre la population civile, à instaurer un gouvernement fantoche et à mener une campagne de propagande en Occident pour présenter les résistants tchétchènes comme des terroristes. Cette stratégie n'a pas fonctionné : la résistance n'a pas été vaincue, le nouveau gouvernement n'est pas reconnu par la population et les dirigeants tchétchènes accusés de terrorisme ont été lavé des accusations par des cours britanniques et états-uniennes. Le seul résultat de cette politique a été un renforcement des éléments radicaux qui ont mené à **Beslan**. Aujourd'hui, l'opposition des Russes à la guerre ne fait que croître.

L'association des mères de soldats a rejeté la politique de Poutine et la Russie a fait pression pour que cette association ne puisse pas rencontrer les résistants tchétchènes au Parlement européen. La Belgique a choisi le camp russe en refusant les visas aux pacifistes russes. Les Tchétchènes ont alors eu l'impression d'être abandonnés et se sont une nouvelle fois tournés vers les militants radicaux qui développent maintenant leurs réseaux dans toute la région. Le seul moyen d'inverser cette tendance est de négocier mais l'appel d'Aslan Maskhadov en ce sens a été rejeté.

Même Chamil Bassaïev a choisi de suivre le cessez-le feu car il sait que les Tchétchènes veulent donner une chance à la paix.

Constantin Melnik



Formé à la Rand Corporation, Constantin Melnik fut l'ancien conseiller de Michel Debré à Matignon (1959-1962). Lors de la Guerre d'Algérie, il organisa des meurtres politiques en masse. Par la suite, il devint directeur de collection chez Fayard.

« Là où va la Russie »

Source : Trud

Référence : « », par Constantin Melnik, *Trud*, 17 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les changements sont considérables en Russie, Moscou est dynamique et riche ; cette énergie me rappelle la France des années 50-60. La France était exsangue à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, son économie en ruines. La situation de la Russie était la même au crépuscule du siècle dernier, après la période de stagnation bréjnéviennne et la « perestroïka » de Gorbatchev, et après que ses fondations eurent été ébranlées par la « thérapie de choc » des années Eltsine. Je pense qu'il est intéressant pour les politiciens russes d'examiner la façon dont la France a assuré sa reconstruction.

Le général De Gaulle a commencé par faire ce que fait Vladimir Poutine actuellement, c'est-à-dire reconstituer la verticale du pouvoir. Il a nommé dans tous les départements des représentants du gouvernement, les préfets, appelés alors commissaires de la république. Il y avait parmi eux beaucoup d'anciens de la résistance, dont mon grand ami Michel Debré, qui fut chargé d'organiser l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). On peut dire que ce sont les cadres fonctionnaires sortis de cette école, compétents et d'une probité absolue, qui ont construit la Ve république. Il a aussi constitué une industrie performante à la fois en privatisant et en organisant la coopération avec les patrons français. Beaucoup ne s'étaient pas comportés de la meilleure façon pendant l'occupation et ils durent « racheter leur faute » à la nation. De Gaulle s'est inspiré de l'expérience soviétique pour créer le commissariat au plan.

C'est ainsi que s'est construit dans le pays le capitalisme d'État. C'est l'État qui fut l'initiateur du programme nucléaire et de la création de l'aérospatiale. Le modèle n'était pas dirigiste à la soviétique, ni ultra-libéral à l'américaine mais mixte. Il est vrai que nous travaillions avec l'aide des Américains, notamment le plan Marshall qu'il ne faut pas l'oublier. Mais l'Amérique d'alors était différente, pas encore aussi focalisée sur sa propre expansion comme c'est le cas actuellement. De Gaulle a été critiqué par tout le monde, à droite parce qu'il utilisait des méthodes communistes, à gauche parce qu'on le traitait de dictateur. Je pense que les critiques sont saines, il ne faut pas les nier, mais pas non plus les prendre trop à cœur.

Il n'y avait pas d'idée nationale en France mais plutôt comme le répétait De Gaulle « une certaine idée de la France ». La Russie est un pays fort, tout comme son peuple. Elle a vaincu les nazis, sauvé l'Europe et même survécu au communisme. Il ne faut pas vivre dans le passé mais il ne faut pas le noircir non plus : il est indispensable d'en tirer les leçons. Actuellement nous assistons à une expansion américaine sous les traits du « néo-bonapartisme ». La démocratie occidentale actuelle est construite sur des bases économiques solides, mais il ne faut pas oublier que pour arriver à ce type de démocratie, la France a dû se retrousser les manches pendant des dizaines d'années.